

crédits votés par la Chambre s'élevaient à 30 000 \$ pour cinq ans, mais la motion à l'étude propose d'augmenter ce montant de cinquante pour cent. Sur quelle estimation cette augmentation se fonde-t-elle? Il ne s'oppose pas à ce que l'on vote une somme raisonnable que l'on puisse dépenser à bon escient, mais il pense qu'il faudrait expliquer la hausse proposée.

L'hon. M. HOWE dit à propos du Cabinet géologique, que d'après lui, sir William Logan possède une collection d'une grande valeur, mais qu'il y a aussi une collection encore plus importante qui appartient au pays, et tant que dureront les arrangements actuels, le public peut profiter des deux. Ces collections devraient rester à Montréal pour la bonne raison que cette ville se trouve sur la voie du Saint-Laurent et qu'elle reçoit vingt fois plus de visiteurs qu'Ottawa.

Quant à l'augmentation des crédits, elle se fonde sur une estimation de M. Selwyn et a pour but de couvrir les coûts additionnels entraînés par l'exploration du Nord-Ouest et de la Colombie-Britannique.

L'hon. M. BLAKE pense qu'il devrait y avoir un état de la collection publique de Montréal et que l'on devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour la conserver.

M. GRANT maintient que la collection devrait être déménagée à Ottawa afin que, pendant la session, les représentants du peuple puissent informer leurs électeurs de tout le pays des connaissances acquises. Il pense que la collection n'est pas en sécurité dans l'immeuble où elle se trouve actuellement et qu'il serait grand temps d'y remédier.

M. CUMBERLAND parle des derniers travaux du Parlement de l'Ontario; il prétend que les membres de ce Gouvernement qui maintenant se soucient tellement de faire des économies n'ont pas hésité à hypothéquer toute la Province pendant des années ainsi qu'à augmenter les dépenses dans bien des domaines.

L'hon. M. MACKENZIE dit que l'ancien Acte accordant 30 000 \$ par année prévoyait qu'un état détaillé des dépenses devait être déposé à la Chambre dans les quinze jours suivant la première assemblée du Parlement. Cependant, on ne mentionne qu'un ou deux salaires dans les Comptes publics et un montant de 29 000 \$ pour les dépenses courantes. Il demande un état détaillé.

L'hon. sir JOHN A. MACDONALD déclare, au sujet des propos du député de Bothwell (M. Mills), approuvés par l'éminent député de Durham-Ouest (l'hon. M. Blake), quant à savoir si la question relève du Gouvernement local ou de celui de la Puissance, que, si ces messieurs ont raison il trouve plutôt étonnant que l'on ait laissé les choses aller aussi loin.

Quant à la position voulant que l'Exploration géologique soit simplement scientifique et pas assez pratique, en ne prévoyant pas un relevé minutieux des ressources minières du pays, il pense que les activités sont très bien réparties dans le système actuel et si le Gouvernement de la Puissance peut mener à bien l'évaluation et la

cartographie de la conformation géologique de toute la Puissance, les écoles de mine établies dans les différentes provinces pourrait simplement tourner leur attention vers les aspects géologiques d'un intérêt particulier pour leur Province.

Quant à l'amendement proposé par le député de Bothwell (M. Mills), il pense qu'il n'est pas nécessaire. Pour ce qui est de la première partie, l'Exploration géologique est déjà rattachée au Ministère du Secrétariat d'État pour les Provinces qui est le premier organisme responsable dans ce domaine, et le seul fait que le Surintendant de ce service soit à Montréal n'élimine pas cette responsabilité. Il ne croit pas nécessaire de se demander si on devrait déménager le musée à Ottawa ou le laisser à Montréal, mais il ne pense pas que, pour le moment le Gouvernement puisse disposer d'un immeuble sûr où l'on pourrait transporter les spécimens. Il faudrait donc, avant de les apporter, construire un immeuble; c'est pourquoi il serait préférable pour le moment de laisser la collection à Montréal, sous la supervision de M. Selwyn et de sir W. Logan.

La dernière partie de l'amendement concernant la fondation d'un Cabinet géologique mérite d'être prise en considération et le Secrétariat d'État pour les Provinces ne manquera sans doute pas d'en parler à M. Selwyn. Étant donnée cette assurance il suggère le retrait de l'amendement.

L'hon. M. MACDONALD (Cornwall) dit que, depuis vingt-cinq ans, il semblerait qu'on a fait d'énormes dépenses sans bénéficier de résultats les justifiant. Dans le système actuel relativement peu de gens sont au courant de ce qui se fait. À son avis, si l'Ontario s'occupe de ses intérêts locaux dans ce domaine, rien ne s'oppose à ce que la Puissance se charge de l'exploration géologique dans tout le pays. Il pense que tous les spécimens appartenant au public devraient être ramenés à Ottawa et il serait tout à fait prêt à voter la somme nécessaire à l'érection d'un immeuble pour les recevoir.

Il s'objecte à la partie de la proposition prévoyant que si toute la somme n'est pas dépensée au cours d'une année le solde serait reporté sur l'année suivante. Tout surplus devrait être périmé et il espère qu'on apportera une modification en ce sens. Il n'a pas d'objection à ce que les crédits s'étendent sur cinq ans.

M. BLANCHET espère que le Secrétariat d'État aux Provinces verra la nécessité d'explorer dès maintenant le Nord-Ouest. Il y a quelque temps les journaux ont publié que l'on avait découvert de l'or dans la rivière à la Paix et la nouvelle a causé beaucoup d'émotion. Il pense qu'il devrait y avoir des renseignements officiels à ce sujet, comme c'est le cas en Amérique. Selon lui, l'endroit où se trouve le Musée n'a pas d'importance et le nom de sir W. Logan est assez connu pour lui amener les capitalistes à la recherche de renseignements, quelque soit l'endroit où il se trouve.

L'hon. M. HOLTON ne s'oppose pas à l'affectation de crédits, mais pense qu'il devrait y avoir un vote chaque année et si, lors de l'examen de cette mesure, on proposait un amendement en ce sens, il l'appuierait certainement. Aux termes de l'ancien Acte